



# Assemblée générale

Distr. générale  
6 avril 2021  
Français  
Original : anglais

## Conseil des droits de l'homme

### Quarante-sixième session

22 février-24 mars 2021

Point 4 de l'ordre du jour

### Situations relatives aux droits de l'homme qui requièrent l'attention du Conseil

## Résolution adoptée par le Conseil des droits de l'homme le 23 mars 2021

### 46/18. Situation des droits de l'homme en République islamique d'Iran

*Le Conseil des droits de l'homme,*

*Guidé* par la Charte des Nations Unies, la Déclaration universelle des droits de l'homme, les Pactes internationaux relatifs aux droits de l'homme et d'autres instruments internationaux pertinents relatifs aux droits de l'homme,

*Rappelant* ses résolutions 16/9 du 24 mars 2011, 19/12 du 3 avril 2012, 22/23 du 22 mars 2013, 25/24 du 28 mars 2014, 28/21 du 27 mars 2015, 31/19 du 23 mars 2016, 34/23 du 24 mars 2017, 37/30 du 23 mars 2018, 40/18 du 22 mars 2019, et 43/24 du 22 juin 2020, la résolution 75/191 de l'Assemblée générale, en date du 16 décembre 2020, et toutes les résolutions antérieures de l'Assemblée relatives à la situation des droits de l'homme en République islamique d'Iran, et regrettant l'absence de coopération de la République islamique d'Iran en ce qui concerne les demandes que lui-même et l'Assemblée ont formulées dans ces résolutions,

*Accueillant avec satisfaction* le rapport et les recommandations que le Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme en République islamique d'Iran lui a présentés<sup>1</sup>, et se déclarant extrêmement préoccupé par la situation décrite dans ce rapport et par le refus d'autoriser le Rapporteur spécial à se rendre en République islamique d'Iran,

*Rappelant* ses résolutions 5/1, relative à la mise en place de ses institutions, et 5/2, relative au Code de conduite pour les titulaires de mandat au titre de ses procédures spéciales, du 18 juin 2007, et soulignant que les titulaires de mandat doivent s'acquitter de leurs fonctions conformément auxdites résolutions et à leurs annexes,

1. *Décide* de proroger le mandat du Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme en République islamique d'Iran pour une nouvelle période d'un an, et prie le Rapporteur spécial de lui présenter, à sa quarante-neuvième session, ainsi qu'à l'Assemblée générale, à sa soixante-seizième session, un rapport sur l'exécution de son mandat ;

2. *Demande* au Gouvernement iranien de collaborer sans réserve avec le Rapporteur spécial, de l'autoriser à se rendre dans le pays, et de lui fournir tous les renseignements dont il aura besoin pour s'acquitter de son mandat ;

<sup>1</sup> A/HRC/46/50.



3. *Prie* le Secrétaire général de fournir au Rapporteur spécial les moyens nécessaires à l'exécution de son mandat.

*49<sup>e</sup> séance  
23 mars 2021*

[Adoptée à l'issue d'un vote enregistré par 21 voix contre 12, avec 14 abstentions. Les voix se sont réparties comme suit :

*Ont voté pour :*

Allemagne, Argentine, Autriche, Bahamas, Bahreïn, Bulgarie, Danemark, Érythrée, Fidji, France, Îles Marshall, Italie, Japon, Malawi, Mexique, Pays-Bas, Pologne, République de Corée, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Tchéquie et Ukraine

*Ont voté contre :*

Arménie, Bangladesh, Bolivie (État plurinational de), Chine, Cuba, Fédération de Russie, Inde, Indonésie, Ouzbékistan, Pakistan, Philippines et Venezuela (République bolivarienne du)

*Se sont abstenus :*

Brésil, Burkina Faso, Cameroun, Côte d'Ivoire, Gabon, Libye, Mauritanie, Namibie, Népal, Sénégal, Somalie, Soudan, Togo et Uruguay.]

---